SEA UNSA éducation
Syndicat de l'Enseignement agricole

COMMUNIQUÉ

Education : Les lubies farfelues du président…

ACTUALITÉS PÉDAGOGIQUES



Les lubies farfelues du président...
23 janvier 2024 – National
Tenue unique, contrôle des écrans, Marseillaise... Tout cela, c'est pour mieux éviter d'aborder les

Tenue unique, contrôle des écrans, Marseillaise... Tout cela, c'est pour mieux éviter d'aborder les problèmes de fonds. Là où, d'un côté, on rappelle les règles de rigueur budgétaire, on constate qu'elles n'existent pas quand il s'agit de satisfaire des lubies présidentielles, en jetant de la poudre aux yeux pour séduire l'opinion publique.

L'École est une fois de plus soumise à des turbulences importantes.

Pourtant, ce ne sont pas les difficultés bien réelles et non des moindres de notre système éducatif qui sont au centre de ces perturbations, mais les conséquences d'un turnover ministériel, découlant lui-même d'une stratégie de remaniement. **Un remaniement qui ne parvient pas à masquer la recherche de remèdes miracles à la politique désastreuse d'un président de la République** qui considère que la disruption se substitue sans conséquences à de véritables politiques.

Les conséquences pour l'École sont catastrophiques et provoquent la colère et l'indignation des personnels. C'est la raison pour laquelle l'UNSA Éducation appelle à la grève le 1er février prochain.

En effet, **chaque jour un peu plus, des polémiques viennent percuter la nouvelle ministre dans l'incapacité de pouvoir conduire son ministère en raison de ses positionnements, de ses choix personnels ou de ses erreurs de communication.** Il est évident que, lors de la

passation de pouvoir, l'ancien locataire de Grenelle ne s'est pas contenté de ne pas installer solidement sa successeuse comme la pilote de l'Éducation, mais il ne lui a pas transmis les codes d'une communication maitrisée.

Mais le plus grave, c'est bien que les personnels de l'Éducation nationale, ceux-là même qui font vivre l'École publique et laïque, c'est-à-dire la seule École de la République qui s'attache à la formation de tous les citoyens, quelle que soit leur origine culturelle ou sociale, ne reconnaissent pas la légitimité de la nouvelle locataire du ministère.

Les évènements récents ont par ailleurs permis de montrer combien la question de l'utilisation des fonds publics pour financer l'enseignement privé se faisait bien au détriment de l'enseignement public, qui souffre lui d'un sous-investissement non seulement chronique mais structurel.

Comme si ce contexte si particulier n'abimait pas suffisamment l'École, le président de la République continue de déverser son flot d'instructions hors-sol, lorsqu'elles ne sont pas farfelues.

Lui et son gouvernement veulent amuser et occuper l'opinion publique avec des contre-feux qui suscitent la polémique : tenues uniques, contrôle des écrans, Marseillaise. Mais tout cela, c'est pour mieux éviter d'aborder les problèmes de fonds.

L'École publique manque de moyens, les conditions de travail y sont dégradées à tous les niveaux et le ministère se focalise sur des objets sans intérêt et détourne au passage de sa destination légitime l'argent public.

Là où, d'un côté, on rappelle les règles de rigueur budgétaire, on constate qu'elles n'existent pas quand il s'agit de satisfaire des lubies présidentielles, en jetant de la poudre aux yeux pour séduire l'opinion publique.

Il est encore temps et il est plus que temps, de mettre un terme aux dérives et aux destructions.

Notre société ne peut fonctionner sans une École publique, une École de la République, la seule qui puisse jouer son rôle au sein de la République dans le respect de ses valeurs. Pour mémoire, celles-ci sont au nombre de trois : liberté, égalité, fraternité. Elles ne sont pas autorité, ordre et morale.

Pour l'UNSA Éducation, les défis auxquels est confronté notre pays ne se résoudront pas par des orientations stratégiques néfastes, l'accumulation des mesures démagogiques et l'utilisation de poudre de perlimpinpin.